

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles  
CEDEX 09  
84905 Avignon

Avignon, le 06/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEMPOLOG84**

7 avenue André Roussin  
Le Ponant Littoral  
13016 Marseille

Références : D-00815-2025  
Code AIOT : 0006401636

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement TEMPOLOG84 implanté ZAC des Escampades 303 avenue des rouliers 84170 Monteux. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEMPOLOG84
- ZAC des Escampades 303 avenue des rouliers 84170 Monteux
- Code AIOT : 0006401636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de TEMPOLOG84 se compose d'un bâtiment de stockage d'une surface totale d'environ 195 083 m<sup>2</sup> et un volume autorisé de 332 386 m<sup>3</sup>. Le bâtiment est divisé en 6 cellules. Il est destiné en grande partie au stockage de pneumatiques, activité classée sous la rubrique 2663.

L'installation est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation n° 109 du 1 juillet 2002. Cet arrêté a été modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2017 au titre des rubriques 1510-2, 2663-2.b.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.1. Plan des réseaux	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Matériels et moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suites mise en demeure Visite d'inspection du 06/07/2022	AP de Mise en Demeure du 24/11/2021, article 1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Caractère substantiel des modifications	Code de l'environnement du 06/11/2025, article R181-46	/	Demande de compléments	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Chapitre 1.6 – Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 1.6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Dans le cadre d'une visite de récolement des suites émises lors de la dernière inspection en date du 14 octobre 2024, l'Inspection a pu constater les actions mises en œuvre par l'exploitant afin d'assurer sa mise en conformité.

Il en ressort principalement que la majorité des écarts relevés ont été correctement pris en compte par l'exploitant. Toutefois, certaines demandes restent en attente de justificatifs, notamment concernant le débit des puits présents sur site et les travaux relatifs aux trappes de désenfumage.

Par ailleurs, une demande de compléments, dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance relatif aux nouvelles conditions de stockage des produits sur l'aire extérieure, est formulée au constat n°7.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <p>- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...]</p>
<b>Synthèse des constats précédents :</b> <p>L'exploitant avait présenté un carnet de plans du site permettant d'identifier les infrastructures du site (cellules, locaux, zones extérieures, etc.) et les moyens de protection contre l'incendie (Poteaux incendie, système d'extinction automatique (sprinklage), extincteurs). <u>Cependant, il manquait un plan présentant la nature des produits stockés ainsi que les risques associés à ces derniers.</u></p> <p><b>Constats</b></p> <p>Par courriel datant du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux demandes de l'inspection. Cette transmission était accompagnée d'un courrier datant du 23 janvier 2025, rappelant point par point les actions engagées par l'exploitant.</p> <p>Concernant l'absence d'un plan présentant la nature des produits stockés et des risques associés, l'exploitant a transmis, un plan de stockage de son entrepôt avec la nature des produits stockés dans les différentes zones (cellules et zones extérieures) : dans les cellules, sont stockés des pneumatiques, emballages (carton, verres, plastiques), épices et au niveau des zones extérieures, des palettes de rouleaux d'isolants de laine de verre.</p> <p>En séance, il a été notifié à l'exploitant la nécessité de faire mentionner sur ce plan transmis, le risque redouté. En effet, il s'agit majoritairement de produits combustibles dont le <b>risque majeur est l'incendie</b>. <u>Cette dernière mention a donc été rajoutée dans le plan transmis post-inspection.</u></p> <p><u>La prescription contrôlée est donc respectée.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Documents de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II. 1. Dispositions générales 1.6.1. Plan des réseaux

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 25/12/2024

**Prescription contrôlée :**

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

[...]

- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;

[...]

**Synthèse des constats précédents :**

L'exploitant avait présenté un plan de ses réseaux d'eaux non exploitable (imprimé en noir et blanc sans légende claire).

**Constats :**

Dans les éléments joint au courriel du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis un plan qui permet de distinguer aisément les différents réseaux d'eau présents sur site.

Le site dispose d'un :

- Réseau AEP : Trois réseaux sont clairement identifiables sur le plan. En séance, l'exploitant n'était pas en mesure de fournir les informations relatives à la présence de dispositif de protection de l'alimentation. En effet, il précise que les regards de visite sont situés en dehors de son périmètre ICPE. Dans ce cadre, post-inspection, il précise avoir cherché à joindre (et continue de le faire) son fournisseur d'eau afin de confirmer la présence effective de disconnecteurs sur son réseau AEP.
- Réseau EP : Il est facilement repérable sur le plan fourni et permet d'identifier clairement le cheminement des EP vers le bassin de régulation du site. Les EP de toiture sont directement dirigées vers le bassin alors que les EP de ruissellement, transitent par un

<p>séparateur d'hydrocarbures équipé en aval d'une vanne martellière, asservie au système d'extinction automatique d'incendie, avant de rejoindre le bassin de régulation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseau d'eaux usées : Le réseau d'eaux usées est également bien identifiable et permet de le distinguer des autres réseaux de collecte.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection, après avoir obtenu les informations au près de son fournisseur d'eau, de la présence de dispositifs de protection de l'alimentation d'eau sur son réseau AEP et procède le cas échéant, aux travaux de mise en conformité requis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Lutte contre l'incendie – extinction automatique incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installation et entretien EAI</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p><b>Synthèse des constats précédents :</b></p> <p>Lors de la précédente visite, l'exploitant avait présenté les documents de référence pour son dispositif d'extinction automatique d'incendie. Ce dernier, conforme au référentiel APSAD R1 avait été adapté pour répondre aux spécificités des produits stockés au sein des cellules 1 à 4 : stockage de pneumatiques. En effet, l'ancien système ESFR K202 a été remplacé en 2023 par le système ESFR K363. Le rapport de vérification semestriel Q1 avait mis en évidence des écarts auxquels l'exploitant devait répondre.</p>

## Constats

Dans les éléments joints aux courriels du 31 janvier 2025 puis du 18 février 2025, l'exploitant a fourni les constats de fin de travaux suite à l'intervention de la société ATSI du 29 janvier et 03 février 2025, consistant à mettre en conformité l'ensemble des points non conformes identifiés dans le rapport de vérification Q1 du 15 juillet 2024.

En séance, l'exploitant a présenté :

- Le nouveau certificat N1 datant du 09 octobre 2023 sous la référence CNPP PAA N°6493 ;
- La facture n° FC25020028 du 14 février 2025 suite aux travaux correctifs finalisés le 03 février 2025, réalisés par la société ATSI ;
- Le dernier rapport de vérification Q1 du 18 juin 2025 : post-inspection, l'exploitant a transmis la facture datant du 31 octobre 2025 émise par la société ATSI après son intervention du 28 octobre 2025, levant ainsi les écarts constatés.

Les suites de l'inspection ont été correctement récolées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 4 : Matériels et moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance et vérifications périodiques

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2024

### Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment)

[...].

Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

### Synthèse des constats précédents :

Lors de la précédente visite, l'exploitant avait présenté le rapport de visite des portes coupe-feu et le rapport de visite du désenfumage naturel issus du rapport de maintenance Réf. 23050055 en date du 04/07/2023. Plusieurs points non-conformes avaient été mis en évidence et l'exploitant



était tenu de justifier leur remise en conformité.

**Constats :**

Parmi les éléments joints aux courriels du 31 janvier 2025, l'exploitant a transmis un devis « bon pour accord » n° 2501094 en date du 24 janvier 2025 de la société BETIS, portant sur les mesures correctives suite à la maintenance réalisée en 2024 par la même société.

En séance, l'exploitant a présenté :

- Un rapport d'intervention n° 16656, sur la période 07 février au 11 avril 2025, de la société PROQUAI sur les portes coupes feu (PCF) ;
- Une facture n° MPFC003313, datée du 17 avril 2025 et émise par la société PROQUAI relative à l'intervention de mise en conformité des écarts relevés dans le rapport d'intervention susmentionné ;
- L'exploitant indique qu'une visite de maintenance des PCF est prévue en décembre 2025, l'exploitant s'engage de transmettre à l'inspection, le rapport de maintenance dès sa réception.

Concernant les écarts formulés, à la suite de la maintenance des trappes de désenfumage, réalisée par la société BETIS et pour laquelle un devis a été signé en janvier 2025, l'exploitant n'a pas pu présenter la facture des travaux durant la séance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet dans un délai de 1 mois le justificatif (ou facture) des travaux de mise en conformité des trappes de désenfumage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Suites mise en demeure Visite d'inspection du 06/07/2022**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 24/11/2021, article 1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/12/2024

**Prescription contrôlée :**

### 8.2.5 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit retrouver l'emplacement des 2 puits, créer les plateformes de stationnement des véhicules d'intervention avec des cannes d'aspiration équipées de raccords conformes aux besoins du SDIS. Des essais de pompage doivent être effectués sur les puits afin de vérifier la disponibilité de 120 m<sup>3</sup>/h par puits. Une fois les travaux effectués, l'exploitant doit faire réceptionner ces ressources d'extinction d'incendie par le service de la Mairie de Monteux en charge du recensement de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

sous un délai de 6 mois.

#### Constats :

Dans son courriel du 31 janvier 2025, l'exploitant TEMPOLOG (locataire) expose les difficultés qu'il rencontre pour réaliser le test de débit de ses deux puits. En effet, il transmet dans un fichier annexé à son courriel, les échanges qu'il a entretenus entre 2022 et 2023 pour solliciter le SDIS sur cette question. Ce type de test n'étant pas réalisé par le SDIS, l'exploitant s'est retourné vers une société spécialisée dans la sécurité incendie qui lui a également fait savoir ne pas réaliser ce type de test.

En séance, l'exploitant indique s'engager pour trouver une société pour réaliser cette prestation. Il ajoute avoir déjà identifié une entreprise qui serait disposée à le faire. Il rappelle qu'en effet, c'est une disposition qui selon lui incombe au propriétaire du site.

L'inspection rappelle que TEMPOLOG84 est considéré l'exploitant du site et que les actes administratifs relatifs à l'exploitation de l'ICPE, sont établis à son nom. L'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation du 28 février 2017 concernait l'ancien exploitant, POLOVAL, radiée depuis.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte-tenu de l'engagement de l'exploitant à faire tester le débit de ses deux puits, l'inspection ne propose pas à date, de sanctions administratives.

Ce test est à fournir dans un délai maximum de 2 mois, dépassé ce délai, des sanctions administratives pourront être proposées à M. le Préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 6 : Chapitre 1.6 – Modifications et cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 1.6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications des installations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2025

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Synthèse des constats précédents :**

Lors de la visite terrain, l'inspection avait constaté un stockage notamment de palettes de rouleaux de laine de verre au niveau des aires extérieures (sur une grande partie du parking au sud de l'entrepôt). Cependant, celui-ci n'avait pas été signalé au près de l'inspection. Un arrêté de mise en demeure datant du 23 décembre 2024 a donc été émis à l'encontre de l'exploitant, lui demandant de transmettre un dossier comportant les éléments modificatifs.

**Constats :**

Dans son courriel du 19 février 2025, l'exploitant a transmis un porter à connaissance informant le préfet et l'inspection des ICPE des modifications relatives aux conditions de stockage extérieurs : stockage de palettes de rouleaux de laine de verre en lieu et place des produits incombustibles (brouettes, carrelage, etc.).

Cette transmission répond ainsi à la mise en demeure du 23 décembre 2024.

L'instruction de ce porter à connaissance figure dans le constat n°7.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Caractère substantiel des modifications**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/11/2025, article R181-46

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification des installations

**Prescription contrôlée :**

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis en date du 19 février 2025, son PAC relatif à la modification des conditions de son stockage extérieur. Il fournit une analyse démontrant le caractère non substantiel de sa demande.

Dans ce cadre, il présente les éléments mentionnés aux points suivants :

1. Situation administrative du stockage extérieur ;
2. Description des conditions de modifications du stockage extérieur ;
3. Une analyse des impacts des conditions des modifications ;
4. Une conclusion sur le caractère non substantiel des modifications.

##### 1. Situation administrative du stockage extérieur :

L'exploitant rappelle brièvement la situation réglementaire concernant son stockage extérieur. En effet, selon le dossier de demande d'autorisation initiale déposé par la société AIXOR le 28 juin 2001, un stockage extérieur d'environ 18 000 m<sup>3</sup> est prévu pour l'entreposage de matériaux incombustibles, tels que des brouettes ou du carrelage.

##### 2. Description des conditions de modifications du stockage extérieur :

Dans son PAC, l'exploitant indique que l'aire de stockage extérieure couvre environ 15 000 m<sup>2</sup> et se compose de plusieurs îlots de moins de 500 m<sup>2</sup>, séparés les uns des autres par une distance minimale de 2 m. Contrairement aux déclarations du dossier initial qui prévoyait le stockage de produits incombustibles tels que des brouettes et du carrelage, la typologie a été modifiée. Le site privilégiant désormais l'entreposage de laines de verre (de la marque ISOVER), que l'exploitant considère comme incombustibles.

Toutefois, le dossier ne précise pas le nombre exact d'îlots. Par ailleurs, la fiche de déclaration environnementale et sanitaire du produit jointe au dossier indique une classification « **Euroclasse F** », correspondant à un **produit « non classé » ou « non testé »** concernant sa réaction au feu. Dans son inventaire, l'exploitant estime à environ 14 % la proportion de matières combustibles contenues dans une palette de 444 kg, pour un total de 4500 palettes, soit environ 275,31 tonnes de produits combustibles.

#### **Avis de l'inspection :**

- Les informations fournies dans le dossier concernant la description du stockage extérieur restent limitées. Il est donc nécessaire de compléter le plan localisant l'aire de stockage extérieure, joint au dossier, en y indiquant le nombre d'îlots, leurs dimensions (longueur,

largeur et hauteur), ainsi que les distances séparant les îlots entre eux et par rapport aux différentes cellules de l'entrepôt, en particulier celles situées le long de l'aire de manœuvre (au Sud) et du bassin de régulation des eaux (à l'Est). Cette analyse doit être conduite conformément aux dispositions du point 2.III de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

- Il est nécessaire de disposer d'éléments probants permettant d'écarter tout caractère combustible de la laine de verre, celui-ci n'étant pas établi au regard du classement « **Euroclasse F** » mentionné dans la fiche de déclaration du produit. Dans l'hypothèse où le produit serait combustible, une analyse des risques associés à ce stockage devra être fournie.

### 3. Les impacts environnementaux :

L'exploitant a analysé l'impact du projet sur le paysage, les conditions d'accès des véhicules légers et poids lourds au site, ainsi que les moyens de rétention existants. L'évaluation présentée conclut à un impact non significatif, voire négligeable, du stockage.

### Avis de l'inspection :

Sur le plan de l'intégration paysagère, le stockage de laines de verre apparaît très visible depuis l'intérieur du site, toutefois, depuis l'extérieur, notamment depuis les voies de circulation publiques, cet entreposage demeure moins perceptible. Concernant les accès véhicules, la visite terrain a confirmé que la circulation des VL et PL s'effectue sans difficulté. En revanche, il n'a pas été possible d'identifier clairement les marquages au sol, notamment au niveau du stockage Est, implanté le long du bassin de régulation des eaux. Enfin, concernant la rétention des eaux, notamment des eaux d'extinction en cas d'incendie, des informations complémentaires relatives aux moyens en place, devront être fournies dans le cadre de l'analyse des risques, si le caractère combustible du produit stocké est confirmé (voir point 2).

### 4. Conclusion sur le caractère non substantiel des modifications :

L'exploitant conclut que le stockage de laine de verre dans l'espace extérieur ne présente pas de caractère substantiel, estimant que cette activité n'accroît pas les potentiels de danger du site en raison du caractère supposé incombustible des produits entreposés. Il considère également que les impacts sur l'environnement sont négligeables et indique que cet entreposage n'est soumis à aucune rubrique ICPE.

### L'inspection conclue que :

Au regard des éléments d'appréciation présentés dans le dossier de porter-à-connaissance et de l'analyse synthétisée dans le présent constat, **l'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter son dossier en suivant les avis de l'inspection émis dans les différents points et synthétisés dans les demandes de l'inspection ci-dessous.**

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Compléter le plan localisant l'aire de stockage extérieure en précisant le nombre d'îlots, leurs dimensions (longueur, largeur et hauteur), ainsi que les distances séparant les îlots entre eux et par rapport aux différentes cellules de l'entrepôt ;

- Justifier le caractère non combustible des produits stockés (la fiche de déclaration environnementale et sanitaire du produit ne constituant pas un justificatif suffisant) ;
- Si le caractère combustible des produits stockés, sur l'aire extérieure, était avéré, fournir une analyse des risques, notamment en cas d'incendie, relative à ce stockage (étude flumilog), en intégrant l'évaluation des moyens de lutte et de rétention des eaux d'extinction afin de vérifier l'adéquation des capacités existantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois